

Analyse du marché 3a de fourniture en gros d'accès local en position déterminée

La présente réponse se concentrera principalement sur les propositions en matière de fermeture du cuivre. Al n'a pas de commentaire particulier sur la définition du marché et la désignation d'Orange comme opérateur dominant sur ce marché ou bien sur les obligations asymétriques qui lui sont imposées au titre de sa position sur le marché 3a, sur le cuivre et sur la BLOM dans une moindre mesure.

La fibre a vocation à remplacer le cuivre. Elle constitue l'infrastructure de référence pour les 50/100 prochaines années. Elle offrira en effet des performances qui devraient restées inégalées quelles que soient les évolutions des autres technologies.

La fermeture du cuivre est souhaitable pour permettre à la fibre d'optimiser son taux de pénétration et de limiter les impacts économiques d'une technologie obsolète. Al estime que la fermeture, en particulier la fermeture commerciale, doit intervenir rapidement.

Cette fermeture doit toutefois être encadrée afin de garantir qu'elle se déroule dans des conditions non-discriminatoires pour l'ensemble des acteurs : opérateurs d'infrastructure comme opérateurs commerciaux concurrents d'Orange. En particulier, elle ne doit pas permettre à Orange d'arbitrer seul, les zones à éteindre ou de s'enrichir grâce à une hausse des tarifs.

Nous prenons note du fait que l'ARCEP ne propose pas de s'appuyer sur le statut de « zone fibrée » pour déclencher la fermeture par Orange. Al n'a pas d'opinion tranchée sur ce choix mais insiste sur le fait que la nécessité que ce statut ne perdure pas en parallèle pour limiter de possibles incohérences.

Pour réussir une fermeture rapide, les critères de déclenchement doivent être les plus simples et objectifs possibles. La complétude sera un élément essentiel pour garantir que la bascule ne laisse personne au bord de la route.

L'opérateur historique est à la fois le propriétaire du réseau cuivre, un acteur prédominant du marché cuivre de détail, notamment sur l'entreprise, et un opérateur d'infrastructure fibre sur certaines zones du territoire. Orange ne doit pas pouvoir choisir les zones prioritaires, notamment en fonction des zones où Orange est opérateur d'infrastructure. Le calendrier de fermeture du cuivre doit être décidé par l'ARCEP avec la participation de l'ensemble des acteurs, opérateurs d'infrastructure comme opérateurs commerciaux, acteurs publics et privés, entreprises et grand public. Al estime que sur ce point les propositions de l'ARCEP ne vont pas assez loin (cf. à la fin de cette réponse).

Il est par ailleurs nécessaire de traiter les sujets liés aux raccordements coûteux ou complexes mais aussi aux échecs de raccordement qui ne seront plus acceptables si la commercialisation du cuivre est arrêtée (cf. sur ce point notre réponse à la décision sur le GC). Le débat sur la fermeture doit



également être l'occasion de poser à plat le cadre du service universel et de lancer une réflexion sur le financement des prises les plus chères par une forme de solidarité nationale.

Réponses aux questions

Question A.3

Quelle appréciation avez-vous des délais de préavis applicables dans les ZTD et en ZMD afin de permettre aux opérateurs commerciaux de venir raccorder le réseau de fibre optique dans les zones concernées par un projet de fermeture ?

Question A.4

Quelle appréciation avez-vous des délais de préavis applicables pour la fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises ? Notamment : est-il envisageable d'appliquer un délai de prévenance identique à celui appliqué pour les accès généralistes, et donc réduit à 18 mois au sein de la ZMD ?

L'Arcep envisage de fixer des délais de prévenance suivants pour la fermeture commerciale :

- Délai rapide : 1 mois pour les offres généralistes et 6 mois pour les offres entreprises, si les opérateurs commerciaux sont présents au PM ;
- Délai normal : 18 mois en ZMD et 36 mois en ZTD pour les offres généralistes, et de 36 mois quelle que soit la zone pour les offres spécifiques entreprises.

Al estime que ces délais sont raisonnables à horizon du prochain cycle d'analyse de marché. La fermeture commerciale doit être rapide et simple à partir du moment où les adresses de la zone sont éligibles à la fibre.

Dans l'idéal, un seul délai pour le grand public et l'entreprise aurait peut-être été plus lisible et simple à mettre en œuvre, certaines difficultés liées notamment au manque de fluidité du marché entreprises peuvent néanmoins justifier un ajustement, à tout le moins pour la durée du prochain cycle d'analyse de marché.

Question A.5

L'Autorité considère que, pour la période de la présente analyse de marché, il ne serait pas envisageable que certains locaux puissent ne pas être raccordables au réseau fibre à l'issue du délai de prévenance, au moment de procéder à la fermeture commerciale. Quelle est votre appréciation de cette condition ?

Question A.6

Concernant les locaux raccordables à la demande, un délai pouvant aller jusqu'à six mois est laissé à l'opérateur d'infrastructure pour les rendre raccordables par l'opérateur. Or, ce délai apparaît long du point de vue de l'utilisateur s'il n'a plus accès à une offre cuivre par ailleurs.

Par conséquent, serait-il envisageable, moyennant un engagement de l'opérateur d'infrastructure à raccourcir ce délai, et la présence effective d'au moins une offre de détail pour les locaux raccordables sur demande, de considérer, en cohérence avec le critère d'un réseau de fibre intégralement déployé, qu'à l'échéance du délai de prévenance de fermeture, une proportion

limitée des locaux sur la zone soit raccordable à la demande ? Le cas échéant, quel délai maximal pour rendre ces locaux raccordables serait acceptable ? Avec un tel délai, quelle serait la proportion tolérable de locaux raccordables à la demande à l'échéance du délai de prévenance de fermeture ?

AI considère que le critère de couverture ou déploiement du réseau doit être calé sur les obligations de complétude, c'est-à-dire 100% raccordables hors refus syndic, élagage non fait, problème de génie civil...

Concernant les RAD, AI comprend l'interrogation de l'ARCEP mais note que dans son cas, les RAD concernent des lignes très restreintes qui seront en pratique très complexes et coûteuses à raccorder. Le délai de 6 mois peut donc rester pertinent, en particulier en zone rurale. Il pourrait éventuellement être envisagé de différencier entre zone AMII (où les RAD seront d'ailleurs beaucoup plus nombreux et sans critères économiques) et zones rurales.

Comme précisé dans sa réponse aux dispositions symétriques, AI souhaiterait qu'un chantier soit ouvert avec les pouvoirs publics sur le financement des prises les plus chères (RAD et raccordements longs en particulier), y compris, le cas échéant l'utilisation de technologies alternatives pour les situations qui ne seraient pas tenables économiquement.

Question A.7

Dans les zones rurales, estimez-vous qu'une condition supplémentaire soit nécessaire concernant la disponibilité d'une offre d'accès à des liens de collecte ? Des évolutions de l'offre de fibre noire « LFO » vous apparaissent-elles nécessaires à cet égard ?

Dans les zones rurales, la collecte dispose d'un caractère de facilité essentielle.

AI propose une offre de collecte activée sur l'ensemble de ses RIP. Cette prestation est essentielle pour favoriser l'arrivée la plus rapide possible des opérateurs, dont certains OCEN, et reste importante à moyen terme car tous les opérateurs n'ont pas la capacité de raccorder l'ensemble des NRO de manière durable.

L'existence d'une offre de collecte activée pourrait donc également être un critère à prendre en compte pour qualifier une zone, en particulier quand tous les OCEN ne seraient pas encore arrivés.

Question A.8

Quelle appréciation avez-vous de la présence suffisante d'opérateurs commerciaux au PM pour enclencher une fermeture commerciale rapide à la maille de ce PM ? En particulier, est-il est nécessaire que soient présents tous les opérateurs commerciaux d'envergure nationale qui investissent pour être présents sur le réseau FttH au moyen des offres d'accès passives ?

L'arrivée des OCEN dépend en grande partie de leur motivation à arriver. Les RIP ont d'ailleurs parfaitement démontré ce phénomène. A titre d'exemple, sur les RIP AI, un OCEN [...]. Ces exemples montrent que sur les RIP, la vitesse de déploiement des OCEN dépend de leur stratégie de développement et pas d'éléments externes.

La fermeture du cuivre ne devrait donc pas être retardée car un OCEN a choisi de ne pas être présent sur 1 ou 2 PM d'une zone donnée.

Les critères de déploiement de la fibre semblent en cela plus objectifs que ceux liés à la présence ou non des OCEN.

On pourrait considérer qu'à partir du moment où plus de la moitié des OCEN est au PM et qu'il y a une offre de collecte activée permettant d'arriver rapidement alors cela devrait suffire, y compris pour déclencher un délai rapide.

Le critère de déclenchement du délai rapide n'est de plus pas forcément compatible avec le marché entreprise.

Question A.9

Quelle appréciation avez-vous des offres de gros nécessaires sur le réseau de fibre pour une fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises ?

AI partage l'avis de l'ARCEP sur les deux niveaux de qualité. AI note que les offres à destination du marché entreprise proposées sur ces réseaux sont beaucoup plus complètes que celles proposées sur la ZMD privée ou les RIP des opérateurs intégrés. AI propose en effet des offres actives et passives correspondant à l'ensemble des besoins et donc disponibles en tout point du réseau (PM et NRO, collecte locale et nationale).

Question A.10

Quelle appréciation avez-vous du délai de prévenance nécessaire pour l'adaptation, voir la fin de fourniture, de certains processus de rétablissement de dérangements ?

AI n'a pas d'avis sur cette question.

Question A.11

Quelle appréciation avez-vous du délai de prévenance nécessaire pour la fermeture technique d'un

NRA, d'un sous-répartiteur ou d'un ensemble de lignes ?

Al n'a pas d'avis sur le délai de 36 mois.

En revanche, nous accueillons très favorablement la proposition formulée par Orange dans sa réponse au bilan et perspective de septembre concernant la dépose du cuivre, en particulier pour les raccordements.

« S'agissant de la réalisation du raccordement client final FttH, Orange n'est pas opposé à ce qu'en cas de saturation des infrastructures de génie civil (fourreaux de conduite ou appuis aériens), le câble de branchement en cuivre existant du client final puisse être déposé afin de libérer l'espace disponible.

Cela nécessite de définir des règles et procédures opérationnelles afin de permettre à tout opérateur de pouvoir intervenir en autonomie au niveau des infrastructures d'Orange pour déposer un câble de branchement en cuivre existant. Des travaux préparatoires devront le cas échéant être conduits avec les opérateurs concernés avant d'envisager la généralisation de telles pratiques. Il conviendra en outre d'élargir un tel dispositif (i) d'une part, aux appuis communs du réseau de distribution d'électricité et, (ii) d'autre part, aux câbles de branchement en coaxial.

Cela suppose également de s'assurer qu'une information fiable pourra être remontée dans le SI d'Orange de sorte à bien identifier les locaux pour lesquels le branchement cuivre aura été déposé, qui ne seront bien entendu plus éligibles aux services sur cuivre. »

Nous invitons l'ARCEP à ouvrir ces travaux sans tarder. Ces mesures pourraient en effet réduire significativement le nombre d'échecs de raccordement dus à des infrastructures tiers (Enedis notamment) ou saturées.

Question A.12

Selon vous, au regard des modalités d'accès existantes sur les différents réseaux FttH et du niveau de concurrence sur le marché de gros activé FttH à destination des entreprises, est-il nécessaire de faire évoluer les modalités existantes d'accès adapté ?

Question A.13

Quelle est votre appréciation du niveau tarifaire pertinent pour les offres avec qualité de service renforcée sur boucle locale optique mutualisée ?

Comme développé précédemment et dans sa réponse relative aux dispositions symétrique, Al propose un catalogue très varié à destination des opérateurs entreprise, en particulier avec un accès possible en tout point du réseau ce qui n'est pas le cas sur le reste de la ZMD et pour certains RIP déployés par des opérateurs intégrés.

La comparaison entre les tarifs de gros de la fibre entreprise et ceux du cuivre n'est pas forcément pertinente car les services ne sont pas les mêmes, notamment en termes de débits. Ceci vaut

également pour la GTR, on ne saurait transposer le tarif d'une GTR effectuée sur un réseau déployé depuis des décennies avec celui appliqué sur un réseau toujours en cours de déploiement. De manière générale il semble prématuré de décider des niveaux tarifs des offres de gros entreprises.

L'ARCEP n'a pas prévu de questions pour la partie « trajectoire de fermeture ». Cette partie est pourtant essentielle pour un OI tiers tel que AI.

AI considère effectivement qu'il est crucial que *« Orange [n'utilise pas] sa faculté de fermeture de la boucle locale cuivre, commerciale ou technique, pour favoriser les boucles locales optique dont il est l'exploitant, au détriment des boucles locales optiques appartenant à des opérateurs tiers »*.

Pour cela, l'ARCEP propose d'imposer à Orange de :

- Préciser et publier les grands principes et critères de choix ;
- Entretenir et publier, de manière trimestrielle ou semestrielle, sous format électronique exploitable la liste des NRA et des PM concernés en précisant leurs principales caractéristiques.

AI considère que ces obligations ne sont pas suffisantes. En l'état, elles laissent beaucoup trop de discrétion à Orange.

Dans un premier temps les critères de choix devraient être soumis à la validation du régulateur qui devrait notamment recueillir l'avis des acteurs concernés.

Ensuite, la liste des NRA et PM devrait être complétée de manière trimestrielle a minima. Cette liste devrait également inclure la liste des PM pour lesquels des OI ont fait des déclarations de complétude et des demandes de fermeture du cuivre. Sur ce point, la liste cite bien l'existence d'une *« déclaration volontaire et anticipée de respect de la complétude de la part de l'opérateur d'infrastructure »*. Reste que rien n'est spécifié sur la mise en œuvre de cette déclaration. Il serait donc utile **de prévoir un mécanisme de notification et traitement de ces signalement et demandes auprès d'Orange : comment doivent-elles être notifiées à Orange et au régulateur, les obligations pour Orange d'accuser réception et de traiter sous un délai raisonnable et, en cas de refus, de le motiver selon des motifs qui pourraient avoir été décrit au préalable en même temps que les critères de choix.**

Un tel mécanisme nous semble essentiel pour garantir une fermeture non discriminatoire.